



Hong Kong, le 16 décembre 2005

### 3 NOUVELLES DE HONG KONG...

#### **Des représentants de la société civile rencontrent les parlementaires**

Deux députés et un sénateur ont reçu durant deux heures des délégations présentes à Hong Kong. (Agir Ici, CFSI, CFDT, CGT, Fédération Artisans du Monde, FO).

Parmi les points abordés :

- le rôle de l'assemblée nationale et du sénat : depuis 2000, un groupe de suivi de l'OMC s'est constitué au sénat. Composé au départ de 3 sénateurs, il en compte aujourd'hui 26, soit le maximum pour un groupe du sénat. Il organise une fois par an une discussion pendant une demi-journée avec le Ministre du commerce. Si ce groupe de suivi est un premier pas (il existe un groupe similaire à l'assemblée nationale), il reste que l'intervention des élus est réduite comparée par exemple au Danemark et à la Suède qui peuvent établir des résolutions servant à donner des indications sur la nature du mandat du commissaire européen. En d'autres mots, l'OMC reste bien loin de l'ensemble de nos représentants ;
- l'accord de 2003 sur l'utilisation des génériques : pour le sénateur Jean Bizet, l'accord de 2003 sur les génériques était satisfaisant dans la mesure où un équilibre entre la notion de brevet et la notion de licence obligatoire avait été trouvé permettant ainsi de conserver une filière pharmaceutique forte. La non concrétisation de l'accord est jugée décevante mais la récente décision va permettre de lever les obstacles. Le sénateur estime qu'il faut maintenant s'adresser aux pays en développement pour qu'ils mettent en oeuvre une véritable politique de santé. Reste que pour les ONG (terme générique à l'OMC qui désigne toute organisation de la société civile, à savoir aussi bien les ONG, les entreprises, les syndicats) cette position n'est pas satisfaisante. D'une part, l'accès à un système de santé n'est pas chose facile pour des pays sujets à l'ajustement structurel, d'autre part les questions d'importation et par là-même d'accès aux médicaments ne sont pas résolues ;
- le rôle de l'OMC : pour le sénateur Jean Bizet, l'OMC a pour but de réguler le commerce mondial, point avec lequel nous n'étions pas d'accord puisque par exemple l'OMC n'a rien fait pour réguler les cours des matières premières et que la proposition actuelle de 6 pays africains de remettre à l'ordre du jour la question de la régulation des cours des matières premières n'a pas été examinée ;
- l'agriculture : la discussion s'est concentrée sur les modèles agricoles. Pour M Jean Bizet, il faut respecter des modèles pluriels en incluant le modèle d'agriculture familiale qui pour lui n'est viable que dans les ceintures vertes des villes mais aussi un modèle agro exportateur qui est bénéfique en terme d'emplois et d'excédents commerciaux. De là la question des OGM a été évoquée et tout en sachant que l'Europe risquait de perdre le panel OGM, il a insisté sur le fait que la lutte anti OGM fragilisait les quelques entreprises françaises de semences qui survivent encore et faisaient le jeu des entreprises américaines comme Monsanto. Nous avons rappelé que nos choix concernaient le soutien à l'agriculture familiale et que notre revendication principale visait à la reconnaissance du droit à la protection des marchés nationaux ou régionaux ;
- les services : M Bizet regrette que ce sujet fasse partie des sujets qui seront traités en dernier car la libéralisation des services permettrait à la France de créer des emplois.

Par Anne-Françoise TAISNE

Membre du conseil d'administration de la Fédération Artisans du Monde

A la fin de cette rencontre, M Bizet s'est déclaré disposé à nous rencontrer après la conférence ministérielle et est prêt à recevoir des notes techniques d'une page permettant de poser des questions.

### **Conférence de presse des Etats-Unis**

Beaucoup de monde dans la salle destinée à recevoir tant la presse que les ONG pour le point de presse quotidien de la délégation américaine. Les cotonniers étaient venus en force et à tour de rôle ont posé différentes questions et notamment rappelé que si rien n'était fait à Hong Kong pour éliminer les subventions, ils n'auraient plus leur place à l'OMC. Comme il se doit parfois (ou souvent ?) à l'OMC, la traduction n'était pas assurée. Des représentants d'ONG se sont donc improvisés en interprètes. Réaffirmant la volonté d'éliminer les subventions sur le coton, les représentants américains ont fini par reconnaître qu'une décision comme celle concernant la suppression de taxes pour faciliter l'accès au marché américain des pays les moins avancés devait être soumise au congrès. Un grand écart entre les promesses annoncées haut et fort et la réalité.

### **Le commerce équitable pour un commerce plus équitable : le coton**

Cette conférence organisée par Magasins du Monde Oxfam, Fair Italie, Fédération Artisans du Monde, Roba dell'Altro Mondo Italie et Tradewatch Italie a permis de traiter des facteurs qui contribuent à l'instabilité du marché du coton. Parmi eux le dumping considéré essentiellement comme la conséquence d'un problème plus fondamental : le manque d'instruments publics susceptibles de garantir des prix plus stables et décents sur les marchés, en particulier des instruments de gestion de l'offre au niveau national, régional et mondial. Car au-delà de la condamnation légitime du dumping, l'ensemble des problèmes requièrent une régulation publique forte et bien adaptée à des marchés agricoles.